

# Introduction générale

Vincent CLÉMENT, Anne VOLVEY et Mathis STOCK

La naissance d'un livre se justifie souvent par une part irréductible de désir, comme une question persistante dont on n'aurait jamais entièrement fait le tour. À l'origine de celui-ci, il y a une interrogation qui revient hanter par intermittence le monde des géographes : « Qu'est-ce que la géographie ? ». De cette formulation émerge non pas l'attente un peu naïve d'une réponse simple et définitive, mais plutôt la nécessité d'un discours actualisé, mis en perspective et problématisé sur une discipline des sciences humaines et sociales (SHS). Ainsi, *Mouvements de géographie* questionne les problèmes cognitifs que la géographie se pose et leur évolution, les manières dont les géographes appréhendent le monde, les différentes formes de saisie des objets scientifiques et les implications des choix théoriques, épistémologiques et éthiques effectués. Bref, comment « penser géographiquement » (Stock, 2008) se transforme au cours du temps ? Cet ouvrage propose aux lecteurs et lectrices de questionner des certitudes disciplinaires, des non-dits, des impensés, des tenus pour acquis, des routines dépourvues de questionnements épistémologiques, pour s'engager dans une exploration critique et réflexive de la géographie actuelle. L'idée ici n'est pas à proprement parler de chercher à « définir » la géographie. Il ne s'agit pas non plus de faire un « état de l'art », ni de peindre un « tableau de la géographie » et encore moins de dresser « l'inventaire de la discipline ». L'objet de l'ouvrage est de saisir, dans un mouvement réflexif et de déconstruction, la place et les transformations de la discipline à travers des discours géographiques contemporains – cela sans prétention à l'exhaustivité. Formulé autrement, il s'agit d'appréhender réflexivement la « géographie qui se fait » dans un monde globalisé, néolibéral, postmoderne et dans le contexte particulier des *tournants*, linguistique d'abord, puis culturel, spatial et écologique, qui ont affecté les sciences sociales depuis les décennies 1980-1990, en prenant appui sur des objets revisités, sur des thématiques renouvelées ainsi que sur l'émergence et les modalités de prise en charge de nouveaux questionnements au sein de la discipline.

## Un discours du faire

Le livre que nous présentons est le lieu d'un discours réflexif sur la fabrique de la géographie depuis une vingtaine d'années. C'est un ouvrage académique,

reposant sur ce que Michel Foucault appelle des « archives » disciplinaires composées de savoirs, de compétences, d'outils conceptuels, mais aussi de codes, de rituels, de traditions et de collectifs savants. Dans son ouvrage *Archéologie du savoir* (1969), Foucault met en évidence différentes formes de discontinuités disciplinaires – transformation, seuil, coupure, fracture, déchirure, etc. – qui affectent l'émergence, la transformation et le déplacement de concepts, mais aussi le jeu de connotations et métaphores. Dans ce sens, cet ouvrage retrace les modifications apportées à la manière dont les géographes s'emparent de différentes thématiques. Porté par « des » auteurs<sup>1</sup> de générations différentes, qui assument leur positionnement et *situation* respectifs, cet ouvrage doit être appréhendé comme une proposition, faite au collectif des géographes français, avec ses apports et ses limites. Afin d'éviter tout malentendu, insistons sur le fait que nous n'avons pas la prétention de couvrir tout le champ disciplinaire, ni de dire sur un mode prescriptif teinté d'essentialisme ce que la géographie « est », ou « doit être », et cela pour au moins deux raisons.

Tout d'abord, comme toutes les disciplines relevant des sciences sociales, la géographie ne peut pas être enfermée dans des contours ou des objets qui seraient figés dans une dimension atemporelle. Plutôt qu'un état, il est sans doute plus pertinent d'appréhender la production de savoirs géographiques comme un processus, empruntant des cheminements multiples pour se saisir du monde et des sociétés en mouvement. En ce sens, l'ouvrage est bien un « moment d'un mouvement » de la géographie, alimenté par des mouvements tant scientifiques (ici reprise notamment derrière l'idée des tournants) que sociétaux. Ensuite, une distance doit être établie avec ce qui serait une tentation de compréhension *universalisante* du monde et une position *universaliste* sur le monde de la géographie. L'ouvrage se fait l'écho de manière réflexive et critique de ce faisceau des épistémologies postmodernes inscrites dans le mouvement de déconstruction des discours de la modernité par les SHS et imposées comme standard de l'activité scientifique contemporaine dans la sphère anglophone.

Cette déconstruction repose sur la mise au jour systématique des croyances – l'ontologie réaliste, l'identité de la raison et de la réalité, l'universalisme des énoncés théoriques, le « correspondantisme » de la vérité, le progrès – et des ruses multiples – le rapport d'extériorité entre sujet et objet de la connaissance, l'universalité du sujet rationnel, la seule opérationnalité de la pensée rationnelle, l'objectivation de la réalité telle qu'en elle-même, sa reconstruction vraie et sa représentation transparente dans des énoncés abstraits et logiques modélisables à visée théorique – du régime de scientificité réaliste-positiviste.

1. Les PUR n'autorisant pas les pratiques d'écriture inclusive, nous écrivons ce texte en suivant les règles grammaticales en usage dans la langue française tout en invitant les lecteurs à avoir à l'esprit la violence des réactions suscitées par le débat sur l'écriture inclusive ainsi que le caractère récent de nos usages grammaticaux.

## Une généalogie du dire

Le discours de ce livre, comme tous les discours, se construit à travers la matière discursive qu'il contient, mais aussi avant tout par l'acte de « prendre la parole », fût-elle écrite. Si le discours dans sa globalité ne sort pas de nulle part, la parole qui lui donne existence ne surgit pas n'importe quand. Elle s'inscrit au contraire dans un tempo et une généalogie. Ce livre arrive environ vingt ans après la parution en France de plusieurs ouvrages qui s'intéressent à la production du savoir géographique, aux discours sous-jacents de la géographie et à son lien avec la modernité, ainsi qu'à l'insertion du projet géographique dans un champ mondial. Au-delà de l'intérêt de l'appréciation des transformations de la géographie depuis vingt ans, on peut noter des différences et des similitudes avec ces projets éditoriaux antérieurs.

Le premier, coordonné par Rémy Knafou, est *L'état de la géographie. Autoscopie d'une science* (1997). Sans le revendiquer dans l'introduction, cet ouvrage prolonge, en l'approfondissant, une « sociologie de la géographie » (Knafou et Douzant-Rozenfeld, 1993) par une « géographie de la géographie ». Fruit d'un travail collectif d'une rare rapidité – commencé en 1996, l'ouvrage a été livré pour le festival de la géographie de Saint-Dié-des-Vosges en 1997 – le projet d'*Autoscopie d'une science* porte principalement sur les conditions de production du savoir scientifique en géographie : « Qu'est-ce que produire de la géographie, quels sont les acteurs en jeu et en place, comment s'élaborent et se nourrissent la capitalisation, l'approfondissement des savoirs et leur diffusion ? » (collectif, 1997 : 19). Ce faisant, Rémy Knafou propose une thèse centrale sur le mouvement de la géographie entre 1970 et 2000 : « La géographie est passée du champ des sciences de la nature à celui des sciences sociales en une migration unique dans l'histoire des sciences » (Knafou, 1997 : 11), thèse dont il conviendrait de débattre dans le mouvement actuel d'une nouvelle « géographie environnementale ». Nous choisissons ici une autre entrée, celle par la dynamique des thématiques : comment différents objets et approches ont-ils évolué pendant les vingt dernières années, soumis à des modifications contextuelles internes (de la géographie) et externes (de la société) ? Il ne s'agit pas ici d'un « état de la géographie », ni dans le sens d'une évaluation d'une discipline ni dans le sens d'un état de la question à un moment donné. L'objectif vise à reconstruire les changements, transitions, développements et moments de bascule qui concourent à transformer une discipline scientifique.

Le deuxième ouvrage, *Les discours du géographe*, coordonné par Jean-François Staszak (1997), interrogeait le projet cognitif de la géographie au moment où les mouvements postmodernes avait remis en cause le projet scientifique de la modernité, et où les approches interprétatives, notamment de la *new cultural geography*, pénétraient la géographie francophone. Les auteurs proposent une reconstruction de la discipline en termes de transformation vers la postmodernité et vers la prise en compte du symbolique en géographie. Par rapport à cet ouvrage, *Mouvements de géographie* pose d'autres questions, à la fois moins ambitieuses – la « géographie » est définie ici comme celle des vingt dernières

années et non pas celle des Grecs ou du XIX<sup>e</sup> siècle européen – et plus précises : quelles transformations du discours de la géographie peuvent être reconstruites en lien avec le changement social et la transformation des SHS ?

Enfin, notre ouvrage arrive une quinzaine d'années après celui dirigé par Georges Benko et Ulf Strohmayer, *Horizons géographiques* (2004). Édité en français et en anglais, il a pour originalité de disposer de chapitres écrits à deux mains, associant à chaque fois un géographe anglo-saxon et un géographe continental. Il se déroule comme un dialogue entre différentes façons de faire de la géographie et de penser le projet géographique de part et d'autre de la Manche et de l'Atlantique. Focalisé sur les transformations récentes, entre 1970 et 2000, de cinq piliers de la géographie – géographie sociale, économique, politique, culturelle et historique, à chaque fois insérée dans leurs contextes d'émergence – il s'agit d'une remarquable reconstruction des questionnements, difficultés, débats et solutions théoriques. *Mouvements de géographie* est différent dans la mesure où les analyses y sont moins internalistes et insèrent davantage la géographie dans le champ des sciences sociales et des différents « tournants » que celles-ci ont pu prendre. Il ne s'ordonne pas non plus sur la base de « sous-champs » disciplinaires, mais présente volontairement une approche par catégories, découpages, approches, champs factuels et objets, notions, méthodes, questions et problèmes.

## Une (géo)politique du savoir

Afin de mieux cerner le contexte dans lequel la prise de parole des auteurs de *Mouvements de géographie* prend place, et plus largement l'évolution des conditions de production de la recherche depuis une vingtaine d'années, il semble essentiel d'appréhender ce qu'on pourrait appeler une « géopolitique du savoir géographique ». D'abord, nous ne proposons pas une histoire « interne » de la géographie, mais insérons systématiquement les approches géographiques dans l'univers plus large de la société et du champ scientifique. Cette géographie se trouve enchâssée dans un mouvement que les auteurs de la récente *Histoire des sciences et des savoirs* (Pestre, 2015) appellent le « siècle des technosciences ». Celui-ci est marqué par le passage de la figure héroïque du chercheur comme « savant » à celle plus en phase avec les enjeux sociétaux du chercheur-entrepreneur ou du chercheur-acteur ou encore de l'artiste-chercheur. Ce nouveau siècle consacre aussi « l'avènement des sciences sociales » (Revel, 2015), avec le passage des différentes disciplines se définissant par des objets propres à des perspectives spécifiques mais aussi transversales sur un même objet permettant de mieux appréhender les sociétés humaines globalisées dans leurs différentes interdépendances. Ce passage d'un modèle partitionnel à un modèle dimensionnel (Lévy, 1997) est un enjeu pour la géographie contemporaine, car il repositionne différemment l'intérêt pour celle-ci dans le champ scientifique des SHS ainsi que dans celui des « géosciences<sup>2</sup> ». On pourrait

2. Voir les chapitres éclairants sur les géosciences et la gouvernance du système-Terre dans *L'Histoire des sciences* (EDWARDS, 2015 ; MAHRANE, 2015).

y ajouter le passage d'une « culture de la science » – un savoir de *certitude* – vers une culture de la recherche – un savoir d'*incertitude* (Latour, 1998) –, qui régit la pratique discursive des collectifs de recherche. Il y a une autonomie relativement moindre de la science, davantage « contextualisée » par les attentes économiques, produisant ainsi une « science de mode 2 » (Nowotny, Scott et Gibbons, 2001) ou par les attentes politiques, produisant ainsi une « science citoyenne » (Strengers et Drumm, 2013), qui brouille les limites avec d'autres éléments du social. Un nouveau lien entre production de la connaissance scientifique et développement de la société émerge. Un lien renouvelé dans lequel, contrairement au projet de la modernité, la science ne joue plus un rôle central – jusqu'à perdre son statut de *fait social total*.

Ensuite, la langue anglaise est devenue la *lingua franca* du monde académique à l'échelle planétaire. Le rôle hégémonique de l'anglais pose la question des enjeux de pouvoir qui se dissimulent derrière les conditions de production, de représentation et de diffusion des savoirs en géographie. Les publications, les colloques, les projets de recherche, dès qu'ils ont une « dimension internationale », y compris dans la sphère nationale même, utilisent de manière systématique l'anglais comme langue de communication (Kitchin et Thrift, 2009 ; Vandermotten, 2012). Les styles de communication et formes d'écriture s'en trouvent affectés. Est-ce une libération ou l'expression d'une domination ? La réponse à cette question ne peut pas être univoque. Par choix et/ou poussés par leurs tutelles académiques, des chercheurs et des centres de recherche, français, allemands, espagnols, italiens, entre autres, publient de plus en plus, et presque exclusivement parfois, en anglais. Dans les pays européens possédant une langue ayant peu de locuteurs, la publication en anglais est une façon de dépasser cette difficulté tout en s'ouvrant à des géographies post-nationales connectées à la *global geography*. En Suède, par exemple, la célèbre revue *Geografiska Annaler* ne publie que des articles en anglais. De manière générale, publier en anglais assure une reconnaissance académique et permet de faire entendre sa voix dans des débats globalisés. Inversement, s'exprimer dans une langue autre que l'anglais peut être considéré *has been* et, en fin de compte, être critiqué comme une forme de retranchement au monde ou de provincialisme. On peut donc glisser assez rapidement vers l'injonction normative qui, non seulement à un niveau collectif abonde un impérialisme scientifique, mais ébranle, à un niveau personnel, ce qui se joue entre une pensée et une langue. Qu'il s'agisse d'un choix délibéré ou d'un impératif, l'anglais exerce une forme de domination à travers les publications d'ouvrages, les revues scientifiques, les comités de rédaction (le plus souvent exclusivement anglophones) et les systèmes de classement internationaux qui « provincialisent » les revues publiées dans d'autres langues.

La question de la domination linguistique se pose ici non pas seulement en termes quantitatifs, mais plutôt qualitativement parce que la langue est le vecteur de la circulation des modèles culturels de représentation et de mise en sens du monde auxquels participe le discours scientifique. L'influence de l'anglais dans la fabrique du savoir est aisément perceptible : le discours scientifique des vingt dernières années est caractérisé par la rhétorique des *turns* et du *rethinking*.

On parle en termes de tournant depuis le *linguistic turn* en philosophie (Rorty, 1967). Une longue liste de « tournants » s'y est peu à peu ajoutée : *interpretive turn* de la *humanistic geography* (Ley, 1985), *spatial turn* (Soja, 1989) ou tournant géographique (Lévy, 1999), *cultural turn* (Jameson, 1988), *practice turn* (Schatzki *et al.*, 2001), *mobilities turn* (Sheller et Urry, 2006), *emotional turn* (Bondi *et al.*, 2005), *material turn* (Appadurai, 1986), *ontological turn* (Holbraad et Pedersen, 2017), etc. jusqu'à provoquer un risque de *turn fatigue*, pour reprendre le mot de Richard Grusin (2015 : ix). Avec autant de tournants, apparaissant parfois de manière quasi-simultanée et sans que soit problématisé leur rapport (d'opposition, d'apparement, de hiérarchie, etc.), la reconstruction des inflexions de problématiques scientifiques peut s'avérer difficile. Force est de constater que le terme de « tournant » est devenu aussi bien un outil sémantique de distinction qu'un instrument performatif : est-il pour autant un indicateur de changement paradigmatique ? Nous faisons en tout cas l'hypothèse ici qu'une partie des changements de la géographie contemporaine provient de l'insertion dans ces différents tournants des SHS – et tout particulièrement de son insertion critique dans le tournant spatial –, en prise notamment avec les circulations anglophones.

Les chercheurs de la postmodernité ont bien été en mesure d'utiliser la langue anglaise comme une ressource dans un processus de normalisation scientifique des éléments de leur programme politique (contenus, moyens, formes, etc.) en standards et normes de l'activité scientifique contemporaine. C'est à ce titre qu'on peut aussi envisager une géopolitique de l'impérialisme scientifique, du régionalisme scientifique, de la résistance, de la dissidence aussi (exemple de revues polyglottes comme *ACME*) dans laquelle le choix de la langue de conception, d'écriture et de diffusion n'est pas non plus anodin. Le jeu concurrentiel entre les universités ou les « écoles » anglo-américaines, dans ce qui est devenu un marché de la connaissance, se traduit par des effets de mode qui influencent la production et la diffusion des savoirs dans le reste du monde, en particulier à travers la multiplication des labellisations : parler en termes de « *studies* », de « *post-* » et de « *turns* » assure un référentiel et une citabilité commodes. Dans cette perspective, le choix des éditeurs du présent ouvrage a été d'inviter les auteurs ici rassemblés à se faire l'écho, pour leur sujet, de ce qui s'écrit dans la culture scientifique anglophone, le cas échéant en s'y référant par le truchement des apports bibliographiques et notionnels, par un état de l'art ou un positionnement, et à le faire en français pour leur laisser leur créativité intellectuelle.

Enfin, l'usage, la définition et le statut du savoir scientifique dans les sociétés humaines se sont modifiés, concomitamment à la fin du « progrès » comme utopie développementaliste d'une part, à la fin de la recherche comme service public (et des chercheurs comme fonctionnaires) et comme activité exclusive d'experts, et à l'émergence du « *new public management* » associée à une vision néolibérale de la recherche d'autre part. Les vingt dernières années ont été celles de l'économie de la connaissance néolibérale (et de son capitalisme cognitif). Celle-ci contribue en effet à valoriser autrement le savoir scientifique : la recherche fondamentale est mise en concurrence avec la recherche appliquée,

ou mieux avec une recherche applicative<sup>3</sup>; tandis que les *big data* tendent à substituer l'information à la connaissance; la recherche sur fonds publics est mise en concurrence avec la recherche sur fonds privés; la gestion par « projets » s'est banalisée et détermine les politiques de recrutement; l'évaluation sur indicateurs quantitatifs (nombre de publications, nombre de citations, H-index, volume financier de fonds acquis par projets externes, etc.) permet le *ranking* et *benchmarking* – c'est-à-dire la comparaison à des fins de *compétition* entre chercheurs et institutions, qui prétend à une mise en mesure de l'ancienne catégorie de « réputation » – et, à sa suite, le discours de l'« excellence » qui guide la politique de *funding* différentiel. La compétition a remplacé la collaboration – voire la contredit au sein d'une double injonction touchant l'insensé –, dans la logique d'une « économie de la connaissance » où la connaissance scientifique est vue, à travers le prisme exclusif de sa valeur marchande, comme étant l'une des clés pour la réussite de l'économie. Si la connaissance scientifique a, en effet, des liens avec l'innovation technologique, la connaissance scientifique est surtout devenue en elle-même un marché, un champ compétitif de production de marchandises et de valeurs, dont le fonctionnement se fonde sur la valeur économique de la recherche. Sur ce marché, elle se retrouve mise en compétition avec d'autres activités culturelles, par exemple l'art qui, dans un contexte postmoderniste de levée des critères de démarcation (entre ce qui relève de la science et ce qui n'en relève pas), développe un projet de type épistémique qui se trouve à même de remplir l'agenda des donneurs d'ordre de cette économie. C'est non seulement le savoir (sa définition, son statut, son contenu) qui est transformé par le travail de la valeur qu'opère l'économie de la connaissance, mais aussi, par le jeu de la transformation structurelle des conditions de production, de représentation, de diffusion et d'utilisation de ce savoir, c'est le « monde » de la recherche qui se trouve profondément bouleversé. La géographie et les géographes composent avec ces contraintes-là. Si cette discipline semble moins sensible que d'autres (économie, psychologie, biologie, etc.) à la régulation et à la normalisation de sa production et de ses conditions de production par les donneurs d'ordre de l'économie néolibérale que sont les entreprises, elle n'en est pas affranchie du fait notamment de sa maîtrise d'outils techniques (la cartographie numérique, les SIG, par exemple), et elle est, en revanche, sensible aux commandes des acteurs territoriaux publics et privés embarqués dans la néolibéralisation urbaine et territoriale. Le développement du vocable « applicatif spatial » ou « applicatif territorial » est la marque de cette orientation de la discipline, de même que le développement de nouvelles formes de production de la connaissance, à l'instar des diverses formes de recherche-créative ou de recherche-citoyenne. Il revient donc comme tâche urgente à la géographie d'interroger l'impact épistémologique de l'économie de la connaissance sur le savoir géographique, et notamment de

3. Ce que Freitag (1998) appelle le « technologisme ». La différence entre une *recherche applicative* « d'emblée » et une *recherche appliquée* « après coup », renvoie au fait que la première ne dérive pas forcément de la recherche fondamentale et qu'elle est définie et évaluée d'abord à partir de son potentiel de valorisation à venir dans cette sphère marchande.

le penser dans les termes de l'agnotologie<sup>4</sup> (Girel, 2017). Ces questionnements ont été pris en charge par plusieurs auteurs ici rassemblés.

## Un ordonnancement du lire

Quels sont les destinataires du discours? Cet ouvrage s'adresse en priorité aux étudiants et jeunes chercheurs français et francophones; il est donc écrit en français. Cependant, les différences et spécificités entre géographies québécoise, wallonne, romande, maghrébines, africaines et franco-française n'y sont pas thématiques. Il ne s'agit pas pour autant de proposer une réflexion repliée sur la France hexagonale. Les différentes contributions font une large part aux débats et aux productions scientifiques internationales. Les voix multiples de l'ouvrage, à travers les différents auteurs qui s'expriment, pourront mettre en lumière des approches différentes, voire aussi des contradictions apparentes. La volonté est aussi de s'ouvrir à un lectorat non géographe, se revendiquant d'autres disciplines des sciences sociales, et qui y trouvera des éléments pour nourrir sa propre réflexivité. Si l'ouvrage objective un *moment* de la géographie française, accordée aux SHS et à la géographie anglophone, et aussi à leurs *mouvements* respectifs, il travaille aussi à rendre compte d'intelligibilités géographiques, notamment en perspective du tournant spatial en SHS. De plus, les ruptures épistémologiques engendrées par les tournants culturel, spatial et écologique se sont traduites par des processus de déconstruction et de reconstruction de concepts, d'objets, de modèles et de pratiques qui ne se sont pas limités à la géographie. Nous espérons par conséquent que ce livre permettra aussi d'appréhender les circulations, les convergences et les divergences que les tournants ont pu engendrer entre les sciences sociales travaillant sur des objets communs avec les géographes.

Sur le fondement de ces principes organisateurs, l'ouvrage explore à travers vingt contributions différentes approches, thématiques, objets, questionnements dont on peut reconstruire des modifications de conceptualisation, changements de perspective, rapports à l'objet de recherche. Il fait alterner des « articles » (au nombre de 13) et des « brèves épistémologiques » plus courtes (au nombre de 7) commandées dans un second temps pour pallier des sollicitations avortées ou des manques qui nous sont apparus patents – sans toutefois les rattraper totalement<sup>5</sup>. L'ordonnancement des contributions s'étend de questions portant sur la production du savoir en géographie à des approches plus thématiques.

La première contribution d'Anne Volvey, Mathis Stock et Yann Calbérac interroge le « tournant spatial » qui est certes présenté comme un mouvement puissant des SHS, mais dont les effets à l'extérieur de la géographie et pour la

4. En épistémologie et en histoire des sciences, l'agnotologie est l'étude de l'ignorance (ou des absences de savoir), et dans le contexte d'épistémologie politique contemporain, tout particulièrement de la problématique de l'ignorance scientifique induite ou intentionnelle.

5. Les personnes intéressées par la rédaction d'un article ou d'une brève sur une thématique absente de l'ouvrage, qui intègre les attendus réflexifs de celui-ci, peuvent contacter les directeurs de l'ouvrage pour une insertion dans la seconde édition...

discipline restent à mesurer. Dans une tension analytique entre récit postmoderne et histoire des sciences, les auteurs cherchent à comprendre comment le terme prend son origine dans un mouvement performatif d'une géographie postmoderne, ils en montrent les différentes facettes ainsi que les critiques au sein de la discipline, sans oublier de documenter les multiples moments et modalités d'émergence du spatial dans les SHS. Le texte suivant de Yann Calbérac se focalise sur le *terrain* comme lieu de la méthode géographique et les métaphores spatiales qui s'y développent. Informé par la double évolution du tournant actoriel émergent dans les années 1990 et du *cultural turn* venu des géographies anglophones, le *terrain* du géographe a perdu son apparente évidence au sein de la discipline pour devenir un objet d'étude à part entière. Yann Calbérac s'empare du *terrain* comme métaphore pour questionner son rôle dans la construction de la communauté géographique et pour réévaluer sa dimension performative dans les discours scientifiques. Cet article est suivi par une brève de Lena Sanders (brève 1) sur l'évolution de la géographie quantitative qui montre comment la méthode permet de définir des approches disciplinaires et qui insiste sur la routinisation d'anciennes techniques statistiques mais aussi sur l'introduction de nouvelles méthodes analytiques.

Laura Péaud se saisit ensuite de la question de savoir comment faire l'histoire d'une discipline à travers l'exemple de la géographie coloniale. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les géographes européens s'engagent peu à peu sur le terrain du colonialisme. Laura Péaud examine le positionnement des géographes français, britanniques et allemands vis-à-vis du processus colonial et, plus précisément, le passage d'une situation initiale d'observation à celle d'un engagement scientifique collectif dans le processus colonial. Suivant une chronologie propre à chaque espace, chaque groupe s'engage peu à peu dans la défense de la colonisation et dans l'élaboration de discours pro-coloniaux. Puis, Vincent Clément propose une analyse réflexive sur la « décolonisation » de la fabrique des savoirs en contextes autochtones. Bien qu'encore confidentiel dans la géographie française, le *decolonising turn* a pris de l'ampleur dans la géographie anglophone depuis une vingtaine d'années. Vincent Clément interroge l'articulation entre les *postcolonial studies* et le *decolonising turn*. Il met en évidence les spécificités des épistémologies autochtones dont le recentrage autorise le dépassement d'une géographie surplombante « sur » les Autres pour aller vers la construction d'un discours renouvelé de l'altérité débouchant sur l'écriture de « géographiques autochtones ». Loin de vouloir cantonner les « géographies autochtones » dans un statut d'exceptionnalité, l'auteur souligne les liens possibles avec la géographie phénoménologique ou les « géographies plus qu'humaines » (*more-than-human geographies*) selon l'expression de Sarah Whatmore. L'article est suivi par une brève rédigée par Jean Estebanez (brève 2), centrée sur l'approche hybride des animaux en géographie. Celle-ci illustre bien cette géographie renouvelée : après avoir retracé la généalogie du rapport à l'animal en géographie, l'auteur pose la question d'une approche de l'animal qui ne serait plus exclusivement rangée dans la sphère du biophysique.

Dans sa contribution, Marianne Blidon retrace les apports tant épistémiques qu'épistémologiques de la géographie féministe et la modification du rapport à la connaissance géographique à laquelle elle a participé. Dans un contexte français de défiance et de méconnaissance profonde qu'il convient de penser et d'expliquer, cet article vise à retracer la généalogie, la diffusion, la circulation ainsi que les apports épistémologiques, théoriques et méthodologiques de la géographie féministe qui constitue un courant important de la géographie anglophone. Marianne Blidon montre en quoi ce courant occupe une position paradoxale. À la fois très reconnue et légitimée au point de devenir *mainstream* et d'être intégrée à la géographie générale, la géographie féministe demeure institutionnellement marginale et s'avère une appartenance moins revendiquée aujourd'hui en particulier par ses fondatrices. Dans la contribution suivante Adrien Baysse-Lainé, Aude Le Gallou et Annaïg Oiry (brève 3) abordent l'échec en géographie pour poser un problème épistémologique intéressant : une déconstruction du discours scientifique en termes d'échec permet de comprendre les moments individuels ou collectifs de l'inadéquation scientifique et de tendre vers une épistémologie politique de la géographie.

Suivent deux textes sur la question de l'environnement et de l'approche politique de celui-ci. Dans l'article suivant, Yvette Veyret envisage l'environnement comme un objet hybride qui doit être situé dans un contexte politico-économique donné. La géographie de l'environnement est bien adaptée à l'étude de cet objet par l'approche des temps croisés, naturels et sociétaux, tandis que l'approche spatiale permet de passer d'études locales à des échelles planétaires. L'émergence d'une « géographie physique critique » (*critical physical geography* selon l'expression de Stuart Lane) ou d'une *political ecology* est ainsi en jeu. Olivier Labussière propose d'introduire le lecteur à un champ d'études en plein renouveau, celui de la géographie de l'énergie en contexte de transition climatique et énergétique. Pour cela, le lecteur aura entre ses mains à la fois un état critique des travaux hérités mis en rapport avec leurs contextes historiques de production (jusque dans les années 1990), une présentation des fronts de recherche contemporains (géographie politique des ressources, paysages de l'énergie, villes bas carbone, vulnérabilité et injustice énergétiques, etc.) et un examen de trois interrogations transversales qui agitent ce champ de la recherche (matière et matérialité, technologie et ses réseaux, héritages et temporalités). En raison de l'importance des enjeux technologiques, nous avons placé à la suite de la géographie de l'énergie la brève 4 qui traite de la spatialité d'Internet. Boris Beaudé y aborde les enjeux théoriques de l'approche géographique d'une technologie devenue massive et omniprésente dans le quotidien. Trente ans après son émergence, Internet est au cœur de la révolution numérique et le lecteur disposera d'un état de l'art critique qui permet de mesurer l'effet spatial d'Internet. La contribution originale de Boris Beaudé à la théorie géographique s'effectue par le terme de « synchronisation » qui construit Internet comme un « lieu réticulaire ».

Ensuite, Anne Volvey propose une synthèse épistémologiquement ordonnée de la manière dont un champ factuel récent pour la géographie, l'art, a été

travaillé. Notamment, deux modalités de la saisie géographique de l'art sont proposées : la géographie *de* ou *sur* l'art et la géographie *avec* et *par* l'art comme deux mouvements récents puissants avec lesquels la géographie reconstruit des objets, des dimensions et s'attaque à des problèmes épistémologiques. Anne Volvey s'attache aussi à réfléchir et à questionner, en termes d'épistémologie politique, ces mouvements portés tant par l'économie de la connaissance que par la *politics* de la science. L'article suivant de Muriel Rosemberg met l'accent sur les fictions littéraires pleines d'objets spatiaux et de métaphorisations. Il rend compte ainsi d'un lien ancien, particulièrement fécond aujourd'hui, entre études littéraires et géographie. Non seulement les études littéraires font aussi leur tournant spatial, mais l'analyse des savoirs spatiaux dans les textes fictionnels s'avère être très stimulante. Muriel Rosemberg montre en particulier comment les évolutions respectives des champs littéraire et géographique jouent dans la façon dont la géographie mobilise la littérature. Dans la brève qui suit, Mathis Stock (brève 5) interroge la notion d'« habiter », notion dont le développement depuis les années 2000 constitue une spécificité de la géographie française. Loin de constituer un courant uniforme, on constate de multiples usages de la notion témoignant de débats nourris au sein de la géographie et en lien avec d'autres SHS.

La contribution de Thomas Lacroix et Naïk Miret s'intéresse à la figure du migrant comme indicateur d'un changement paradigmatique de la géographie : les humains sont appréhendés comme étant des acteurs dotés de compétences. Cette approche permet de mettre en évidence les stratégies individuelles et collectives de contournement des politiques restrictives, mais aussi les fonctionnalités complexes des lieux dans leur articulation avec des réseaux qui se déploient par-delà les frontières. Cet article traite notamment de la constitution de territoires transnationaux ; des comportements et des pratiques individuels de circulations et d'ancrages ; des productions et expériences des lieux à échelle « micro ». Ce faisant, les auteurs pointent la faiblesse de la conceptualisation spatiale de l'échelle « meso » – échelle pourtant essentielle pour comprendre les dynamiques à l'œuvre dans la sphère transnationale. Ils ébauchent une définition du « parcours » en tant que concept requérant des méthodologies innovantes plus à même de saisir ce qui se joue à cette échelle « méso ». La brève de Mathis Stock (brève 6) insère la question des mobilités dans le mouvement plus large du *mobilities turn*. Cette problématique des mobilités débouche sur celle du tourisme. Ainsi, la contribution suivante de Mathis Stock interroge la spécificité de l'approche géographique du tourisme dans un mouvement interdisciplinaire des *tourism studies*. La géographie du tourisme, sous-champ émergent dans les années 1970, existe-t-elle encore ou bien s'est-elle métamorphosée en « approche géographique du tourisme » en lien avec d'autres sciences humaines et sociales ? Cet article y répond de manière claire. Dans une veine similaire, Sophie Buhnik reconstruit la géographie urbaine et les conflits traversés dans un mouvement vers les *urban studies* interdisciplinaires à travers l'exemple des métropoles. Elle développe une réflexion critique sur la notion de métropole et les implications politiques de l'avènement de « l'urbain métropolisé ».

Dans la brève 7, Mathis Stock met l'accent sur un problème encore trop rarement soulevé dans la géographie française, la « géographicit  du droit ». Largement existant comme *legal geography* dans la géographie anglophone, la saisie du droit par la géographie pourrait être féconde à un moment où le droit engage aussi son tournant spatial. Enfin, Kirsten Koop plaide pour une approche symétrique des questions de « transition » en lieu et place de la question du « développement ». La géographie du développement fait partie du champ international et interdisciplinaire des *development studies*. Kirsten Koop se focalise sur la question du développement des pays des Suds après la décolonisation. La géographie du développement s'est instaurée à partir des années 1960 en sciences humaines et sociales. Longtemps ancrée dans l'approche dite « moderniste », elle analysait les Suds par rapport à leur « retard de développement ». Durant ces dernières décennies, ce champ disciplinaire s'est fragmenté, voire « effrit  ». D'une part, les approches d pendantiste puis postcoloniale et post-développement ont remis en question l'idée même du « développement » trop connotée à la modernité et au capitalisme occidental. D'autre part, la différenciation des pays des Suds ainsi que les crises multiples dans les pays dits « du Nord » ont non seulement contribué à une dilution de la frontière classique Nord-Sud, mais aussi à un certain effondrement du modèle occidental de développement.

Une longue conclusion vise à synthétiser les débats et mouvements décrits et pensés réflexivement par les différents auteurs, dans le sens d'une mise en évidence des spécificités d'une culture scientifique géographique francophone dans le contexte de la mondialisation du savoir scientifique. Elle positionne aussi la question du tournant spatial et du tournant géographique dans des champs scientifiques interdisciplinaires. En interrogeant un rapport renouvelé à la connaissance scientifique dans une perspective diachronique, la conclusion invite au débat sur une épistémologie politique de la géographie.

---

#### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

---

- APPADURAI A., 1986, *The social Life of Things. Commodities in cultural Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press.
- BENKO G. et STROHMAYER U., 2004, *Horizons géographiques*, Paris, Bréal.
- BONDI L., DAVIDSON J. et SMITH M., 2005, « Introduction: Geography's emotional Turn », in L. BONDI, J. DAVIDSON et M. SMITH (dir.), *Emotional Geographies*, Londres, Ashgate, p. 1-16.
- COLLECTIF, 1997, « Des usages sociaux à la production de géographies topiques », in R. KNAFOU (dir.), *L' tat de la géographie. Autoscopie d'une science*, Paris, Belin, p. 335-351.
- EDWARDS P., 2015, « Gouverner le système Terre », in D. PESTRE (dir.), *Histoire des sciences et des savoirs*, Paris, Le Seuil, p. 399-422, 3 vol.
- FREITAG M., 1998, *Le naufrage de l'université et autres essais d'épistémologie politique*, Québec,  ditions Nota Bene.

- GIREL M., 2017, *Science et territoires de l'ignorance*, Paris, Éditions Quae.
- GRUSIN R. (dir.), 2015, *The nonhuman Turn*, Minneapolis/Londres, University of Minnesota Press.
- HOLBRAAD M. et PEDERSEN M. A., 2017, *The ontological Turn: An anthropological Exposition*, Cambridge, Cambridge University Press.
- HUBBARD P., KITCHIN R., BARTLEY B. et FULLER D., 2002, *Thinking geographically. Space, Theory and contemporary human Geography*, Londres/New York, Continuum.
- JAMESON F., 1998, *The cultural Turn. Selected Writings on the Postmodern. 1983-1998*, Londres, Verso.
- KITCHIN R. et THRIFT N. (dir.), 2009, « Anglo-American/Anglophone Hegemony in human Geography », in *International Encyclopedia of Human Geography*, vol. 1, p. 116-121.
- KNAFOU R. et DOUZANT-ROZENFELD D. (dir.), 1993, *Matériaux pour une sociologie de la géographie*, Paris, L'Harmattan.
- LATOUR B., 1989, *La science en action*, Paris, La Découverte.
- LEY D., 1985, « Cultural/Humanistic Geography », *Progress in Human Geography*, n° 3, vol. 9, p. 415-423.
- LÉVY J., 1997, « L'espace légitime », in R. KNAFOU (dir.), *L'état de la géographie. Autoscopie d'une science*, Paris, Belin, p. 335-351.
- LÉVY J., 1999, *Le tournant géographique. Penser l'espace pour lire le monde*, Paris, Belin.
- MAHRANE Y., 2015, « L'écologie. Connaître et gouverner la nature », in D. PESTRE (dir.), *Histoire des sciences et des savoirs*, Paris, Le Seuil, p. 275-296, 3 vol.
- NOWOTNY H., SCOTT P. et GIBBONS M., 2003, *Repenser la science. Savoir et société à l'ère de l'incertitude*, Paris, Belin.
- PESTRE D. (dir.), 2015, *Histoire des sciences et des savoirs*, Paris, Le Seuil, 3 vol.
- REVEL J., 2015, « L'avènement des sciences sociales », in D. PESTRE (dir.), *Histoire des sciences et des savoirs*, Paris, Le Seuil, p. 189-210, 3 vol.
- RORTY R., 1967, *The linguistic Turn. Essays in philosophical Method*, Chicago, The University of Chicago Press.
- SCHATZKI, E., KNORR-CETINA K. et SAVIGNY E. (dir.), 2001, *The practice Turn in contemporary Theory*, Londres, Routledge.
- SHELLER M. et URRY J., 2006, « The new Mobilities Paradigm », *Environment and Planning A*, n° 38, p. 207-226.
- SOJA E., 1989, *Postmodern Geographies: The Reassertion of Space in Social Theory*, Londres, Verso.
- STASZAK J.-F. (dir.), 1997, *Les discours du géographe*, Paris, L'Harmattan.
- STENGERS I. et DRUMM T., 2013, *Une autre science est possible! Manifeste pour un ralentissement des sciences*, Paris, La Découverte.
- STOCK M., 2008, « Penser géographiquement », in M. PHILIPPE (dir.), *Demain la géographie. Brouillons Dupont*, actes du colloque Géopoint-2006, p. 23-34.
- VANDERMOTTEN C., 2012, « Cotation des revues de géographie, impérialisme scientifique anglo-saxon et culture de l'excellence marchandisée », *Belgeo. Revue belge de géographie*, n° 1-2, p. 1-20.